

Québec profite de sa cote de crédit

Québec n'a pas attendu la publication de la *Mise à jour économique et financière*, prévue la semaine prochaine, pour réemprunter sur le marché obligataire, la semaine dernière.

Il a plutôt profité de la reconduction de sa note de crédit « A + » avec perspective stable par l'agence Standard & Poor's pour devancer son programme d'emprunt de 2011-2012.

La province a titrisé 750 millions de dollars de dettes en deux tranches.

La première de 250 millions a trouvé preneur auprès d'investisseurs privés. Il s'agit d'obligations venant à échéance en 2019. Le taux consenti est de 3,724 %. En janvier, Québec avait dû accorder un rendement de 4,126 % pour une tranche de la même série.

« Il y a toujours beaucoup d'intérêt pour les obligations provinciales, tant chez les investisseurs locaux qu'étrangers », explique en entrevue Jean-François Godin, vice-président, recherches, chez Valeurs mobilières Desjardins.

Engouement des investisseurs. Si la tranche s'est vendue plus cher (donc avec un rendement moindre pour l'acheteur) qu'en janvier, c'est en raison de l'engouement accru des investisseurs pour les titres de dettes canadiens d'échéance comparable.

Québec est allé chercher encore 500 millions au cours d'une adjudication courue. Ces obligations venant à échéance en 2020 et vendues à l'encan rapporteront à l'acheteur 3,943 %. Au début de novembre, Québec était parvenu à placer une autre tranche similaire, mais en consentant seulement 3,554 %.

Le rendement supérieur est attribuable à la légère remontée des taux des obligations canadiennes depuis le début du mois.

Les titres fédéraux servent de parangon aux autres obligations canadiennes qui se négocient avec un écart de rendement. Signe que les titres québécois sont toujours prisés, cet écart a reculé d'un centième, à 81, depuis le début du mois.

Québec est la plus avancée des provinces canadiennes dans le financement de ses besoins financiers. La province avait besoin de 9,44 milliards en 2010-2011, selon les données de son Plan budgétaire. Elle en a récolté 10,19 milliards. Près de 85 % de cette somme a été acquise sur le marché canadien.

Seule Terre-Neuve & Labrador a aussi terminé son programme d'emprunt. L'Ontario doit encore trouver 11 milliards d'ici la fin de mars et n'a complété que 72 % de son programme d'emprunt, selon les données compilées par M. Godin. C'est plus que la moitié des besoins d'emprunt restants des provinces.

Hydro-Québec doit encore trouver 363 millions des 2 milliards d'emprunts prévus et Financement-Québec, un peu plus de 1 des 3,5 milliards requis pour répondre aux besoins des établissements des réseaux de santé et des services sociaux et de l'éducation.



CONSEIL DES ÉCOLES CATHOLIQUES DU CENTRE-EST
Le meilleur conseil est de passer vous élever

POSTE À POURVOIR

Notre MISSION
« Outiller chaque élève pour sa réussite scolaire, son épanouissement personnel, sa citoyenneté et son engagement dans la catholicité et la francophonie. »

Diane Doré
Présidente du Conseil

Bernard Roy
Directeur de l'éducation et secrétaire-trésorier du Conseil

Direction des ressources humaines
4000, rue Labelle
Ottawa (Ontario)
K1J 1A1
Téléphone : 613-744-2555 ou sans frais
1-888-230-6131
Télex : 613-746-3165
Courriel : drh@ecolcatholique.ca

Le Conseil des écoles catholiques du Centre-Est (CECCE) est à la recherche de personnes intéressées à se joindre à son équipe pour poursuivre avec passion une vision commune, axée sur la collaboration et sur l'innovation en éducation. Avec plus de 19 000 élèves fréquentant 39 écoles élémentaires, 10 écoles secondaires et son école pour adultes, le CECCE est LE PLUS IMPORTANT RESEAU CANADIEN D'ÉCOLES de langue française à l'extérieur du Québec.

BIBLIOTECHNIENNE OU BIBLIOTECHNICIEN
ÉCOLE SECONDAIRE CATHOLIQUE GARNEAU
Dossier 60/10-11

1 poste régulier à 100 % du temps, 10 mois (35 heures/semaine)

Pour obtenir tous les détails relatifs au poste à pourvoir, veuillez consulter le site Internet du CECCE au www.ecolcatholique.ca à la rubrique « Emplois ». Il est également possible d'obtenir une copie de l'offre d'emploi à la réception du Centre éducatif du CECCE, situé au 4000, rue Labelle, Ottawa (Ontario), entre 8 h et 17 h.

OFFRE D'EMPLOI

UN (1) TECHNICIEN JURIDIQUE
Poste contractuel non syndiqué de 12 mois

(Dans le présent document, le genre non marqué s'applique à la fois aux hommes et aux femmes.)

HORAIRE DE TRAVAIL : 35 hrs/semaine
LIEU DE TRAVAIL : Plantagenet

SOMMAIRE : Le technicien juridique, sous la supervision des avocats, est responsable de rencontrer les employés d'INTEGRA afin de réunir les preuves documentaires et s'assurer de l'ouverture et du suivi des dossiers. Il effectue des recherches sur les lois qui protègent Integra ainsi que sur la jurisprudence applicable et ce, en utilisant différentes ressources. À la demande des avocats, le technicien juridique est appelé à rédiger entre autres de la correspondance juridique (ex. affidavit), des procédures, des mémoires de Conférence et de procès.

EXIGENCES ET QUALIFICATIONS :

- Diplôme d'études collégiales en techniques juridiques (parajuriste).
- Licence de parajuriste du Barreau du Haut-Canada.
- Un (1) à trois (3) ans d'expérience pertinente.
- Excellentes connaissances des ressources (ex. livres, publications spécialisées, etc.)
- Excellente approche de service à la clientèle.
- Excellentes habiletés de communication dans les deux langues officielles.
- Excellente connaissance des logiciels de la suite Microsoft Office, Divorce Mate.
- Souci du détail et capacité d'initiative.
- Capacité à travailler selon des échéanciers serrés et à gérer son stress.
- Grande autonomie et disposé à se déplacer en région.
- Bonne connaissance de l'utilisation de base de données et habiletés démontrées en recherche d'information.
- Permis de conduire valide et accès à une automobile.

SALAIRE ANNUEL : 39 540 \$ à 53 976 \$ (selon les qualifications, l'expérience et le niveau de scolarité)

Les personnes intéressées sont priées de faire parvenir leur demande d'emploi au plus tard le 3 décembre 2010, à 16 h au :

Département des ressources humaines
Integra pour enfants et adultes de Prescott-Russell
173, ancienne route 17, C.P. 248, Plantagenet (Ontario) K0B 1L0
emplois-jobs@integra-pr.ca

Nous remercions tous les postulants/budistes, nous communiquons seulement avec les candidats retenus.
Agence bilingue située à mi-chemin entre Ottawa et Montréal

MISSION Rendre service aux gens vulnérables de Prescott-Russell en le soutenant dans leurs familles et en facilitant leur intégration dans la communauté

integra-pr.ca

LE CAMPUS DE MONCTON SOLICITE DES CANDIDATURES POUR LE POSTE SUIVANT :

Professeure ou professeur en récréologie
(Poste menant à la permanence d'emploi)

Entrée en fonction : le 1^{er} juillet 2011
Fermeture du concours : le 28 février 2011

Pour une description détaillée de ce poste et pour postuler, veuillez consulter la section « Offres d'emploi » de notre site Web au www.umoncton.ca (en haut et à l'extrême droite de la page d'accueil), sous l'onglet « Corps professoral - Professeures et professeurs ».



UNIVERSITÉ DE MONCTON
Campus de Moncton

L'Université de Moncton souscrit à l'exigence d'équité en matière d'emploi. Conformément aux exigences relatives à l'immigration, ce concours s'adresse en priorité aux citoyens et citoyens canadiens ainsi qu'aux personnes ayant obtenu le droit d'établissement au Canada.



Vos talents au service de l'innovation !

Vous avez le goût d'un travail satisfaisant et qui offre des défis à votre mesure? La Ville de Gatineau est l'endroit par excellence où travailler, de par la diversité des emplois et les nombreuses opportunités de carrière que l'on y retrouve.

Le dynamisme et le bien-être des 3000 employés sont au cœur des préoccupations de la Ville. Cette dernière s'est d'ailleurs dotée de valeurs qui sous-tendent les choix, les décisions et les actions des personnes qui y travaillent : Respect, Approche client, Leadership visionnaire, Engagement, Bien-être et Éthique et Justice.

Quatrième ville en importance au Québec avec une population de 250 000 personnes, Gatineau est un employeur de choix!

Électronicien C
Service des travaux publics
N° de concours : BLE-2010-082
(1 poste temporaire)

Électronicien C
Service des travaux publics
N° de concours : BLE-2010-083
(1 poste temporaire)

Chef de division - Transactions immobilières
Service de la gestion des biens immobilières
N° de concours : CAD-2010-023
(1 poste permanent)

Pour postuler, vous devez compléter votre profil sur le site de la Ville de Gatineau au www.gatineau.ca dans la section « Mon profil » et appuyer sur le bouton « Postuler » maintenant ou bas de l'affichage. Si vous éprouvez de la difficulté lors de la création de votre profil ou au moment de postuler, nous vous invitons à sélectionner l'onglet « Aide » à la gauche de votre écran ou nous faire parvenir votre curriculum vitae en mentionnant le numéro de concours BLE-2010-083, avant minuit le lundi 6 décembre 2010.



Pour de plus amples renseignements :
Téléphone 819 243-2345 poste 750
Télexcopieur 819 595-7849
Courriel ressources.humaines@gatineau.ca

Nous souscrivons au principe de l'égalité des chances dans l'emploi. Nous vous remercions à l'avance de votre candidature. Cependant, seules les personnes retenues seront contactées.

gatineau.ca



Jean Coutu

PHARMACIE JEAN COUTU BUCKINGHAM
740, avenue de Buckingham, Gatineau (Qc) J8L 2H8

RECHERCHE

TECHNICIEN(NE) DE LABORATOIRE

Temps plein ou partiel

- Posséder une expérience minimale à titre de technicienne de laboratoire en pharmacie;
- Formation sur place;
- Être capable de travailler à un rythme soutenu;
- Savoir faire face à toute situation problématique;
- Facilité de travailler en équipe;
- Horaire flexible;

Si vous êtes intéressés(es), veuillez faire parvenir votre CV à l'attention de Michel Robinson, gérant.
Télécopieur : 819 986-9597.

LEDROIT, ÉDITION WEEK-END DU SAMEDI 27 NOVEMBRE 2010

Autos Careers Classifieds Homes



New protocol for threats and dangers at Ottawa schools

By KENNETH JACKSON, OTTAWA SUN

Last Updated: November 29, 2010 5:35pm

Four local school boards and the Ottawa police will meet Tuesday to begin training on a new protocol to deal with, and possibly prevent, future threats of violence at schools said Sgt. Mark Houldsworth.

Houldsworth explained the protocol will assist everyone in the event of scenarios like a school shooting or if a student says online he or she intends to harm someone at school.

"You want to identify possible threats of serious violence and you want to respond to them. We don't want to over react and we don't want to under react.

We want to react appropriately," said Houldsworth who works in the Ottawa police youth section.

Each school board currently have their own set of rules to manage such situations but the new violence/threat risk assessment protocol will bring everyone under the same umbrella.

"The approach is when you have information you respond to it," he said.

That includes sharing student information without jeopardizing their right to privacy, if possible.

Each school will have a response team that share and review student information to create a plan of action.

The protocol is based on the work of Kevin Cameron of the Canadian Centre for Threat Assessment and Trauma Response.

Cameron is an expert in traumatic stress and trains crisis response teams nationally and internationally said police.

Cameron will provide a two-day training for the response teams Tuesday and Wednesday.

The Ottawa-Carleton District School Board, Conseil des écoles catholiques du Centre-Est, Conseil des écoles publiques de l'Est de l'Ontario and the Ottawa Catholic School Board are the boards taking place in the training.

Kenneth.jackson@sunmedia.ca

Copyright © 2010 Ottawa Sun All Rights Reserved

30 novembre 2010 | Le Droit

Des rêves grandioses à La Cité collégiale

Le collège francophone planche sur neuf projets totalisant 225 millions \$

La Cité collégiale d'Ottawa veut littéralement faire « éclater ses murs » au cours de la prochaine décennie avec la mise en chantier de neuf projets majeurs totalisant 225 millions \$, a appris LeDroit. Le campus virtuel qui offrirait une dizaine de programmes d'études.



ESQUISSE, COURTOISIE DE LA CITÉ COLLÉGIALE

La Cité collégiale planche sur neuf projets d'agrandissement, dont deux nouveaux pavillons complets (en gris foncé sur l'esquisse), qui viendraient se greffer à son campus principal de la promenade de l'Aviation.

Lise Bourgeois espère mettre en branle un premier projet, celui de l'institut des sciences de la santé, d'ici un an. Elle aimerait ensuite voir les autres projets démarrer l'un après l'autre, à mesure que le financement des gouvernements supérieurs sera disponible.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

30 novembre 2010 | Le Droit | LeDroit

Des studios de radio tout neufs

Les étudiants du programme de radiodiffusion de La Cité collégiale ont maintenant des studios à la fine pointe de la technologie pour faire l'apprentissage de leur métier.

Hier, le collège a procédé à l'inauguration de ses studios complètement réaménagés. Les étudiants ont dorénavant accès à des locaux professionnels, complètement redessinés, équipés de consoles numériques et de logiciels de mise en ondes et de production à l'avant-garde de l'industrie. « Nous n'avons gardé que les murs et les micros. Tout le reste est neuf », d'illustrer Claude Boucher, le coordonnateur du programme.

La mise à jour des studios de radio de La Cité avait été entamée l'an dernier. Pour la présidente du collège, Lise Bourgeois, il est important que l'institution se renouvelle continuellement pour demeurer un chef de file dans la formation de futurs animateurs de radio. Elle a rappelé que plusieurs diplômés sont aujourd'hui au micro de radios francophones dans la région et ailleurs au pays.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

Article rank | 30 Nov 2010 | Ottawa Citizen | BY MATTHEW PEARSON

School board agrees to reviews at last meeting

She's no Woody Guthrie, but school board chairwoman Cathy Curry was certainly a hit at Monday night's board meeting when she serenaded outgoing trustees with a song.

"This board is your board" — a play on Guthrie's famous folk anthem *This Land Is Your Land* — was one of several lighter moments at the largely ceremonial final board meeting for the current roster of Ottawa-Carleton District School Board trustees.

Riley Brockington, Doug Lloyd, David Moen and Pam Morse are all wrapping up their terms this week. Each was presented with a certificate, framed photo of trustees and a silver plate commemorating their respective years of service to the school board.

Morse, who served a total of 14 years on the Carleton and Ottawa-Carleton school boards, said she will miss the opportunity to "make a difference" in her community and urged the new board members to govern wisely.

"I am trusting you to make fair and balanced decisions. This is your chance to make a difference — use it wisely."

Brockington, who said his relationship with the Ottawa school board began in 1979 when he started kindergarten, joked that his seven years representing the municipal River ward have turned his brown hair grey.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

Article rank | 30 Nov 2010 | Ottawa Citizen | mpearson@ottawacitizen.com

Board: Review to aid planning, balance enrolment numbers

Curry was also recognized for her work as board chair. She was re-elected to the board, but announced recently she will not seek re-election to the position of board chair. Trustees will elect a board chair and vice-chair at the new board's inaugural meeting Wednesday.

Farewells aside, trustees had a full agenda Monday.

The board passed a recommendation for a grade, program and boundary review of Barrhaven-area schools, including Farley Mowat and Barrhaven Public Schools, which are both dealing with overcrowding issues.

The review will serve to balance enrolments within the seven elementary schools in the area in conjunction with the planned opening in 2012 of a new elementary school in Chapman Mills. The review will also consider the implementation of full-day kindergarten at all schools in the area.

Trustees signed off on a plan to end the alternative program at Manor Park Public School. The board voted earlier this year to close the program, effective the end of this school year. They also voted unanimously to ask director of education Barrie Hammond to contact the City of Ottawa and officials at the city's three other boards to gauge interest in re-establishing a city-school boards liaison committee.

Finally, the board discussed the list of schools it's recommending to the province to offer full-day kindergarten in the third year of the program's five-year roll-out.

The addition of kindergarten classes in 26 more schools across the city would bring the number of eligible children enrolled in the full-day program to 49 per cent by the 2012-2013 school year.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

Article rank | 30 Nov 2010 | Ottawa Citizen

BY MAGGIE MAMEN *Maggie Mamen is a child psychologist at Centrepointe Professional Services in Nepean.*

Stop panic over French immersion

1

I was fascinated by the Citizen article on the inequalities between the French immersion and English school systems, and the issue of the English system being overloaded with special needs and ESL (English as a second language) students ("French immersion demand creating two solitudes," Nov. 28). I was, however, disappointed at the somewhat simplistic suggestion made by the school board trustee, Rob Campbell, that the problem would be addressed by evening out the demographics "so that the French-language program has its fair share of both ESL and special education needs kids."

Having worked with children for more than 30 years, both within and outside the school system, and as a psychologist interested in learning difficulties, I have conducted thousands of assessments, spoken extensively with educators at all levels, and been involved with countless families who have struggled to find good, basic education for their children. I am fully aware of the tendency for parents to panic at the thought of their children not being able to get a job with the federal government or having to struggle through French language training, if they are not immersed in French in utero and beyond.

This is simply nonsense. I believe that we need to stop fuelling this panic, and take a common-sense view of the overall situation.

Rather than talking about the possibility of middle immersion as an "idea worth exploring," Campbell and the other trustees might want to revisit the extensive multidisciplinary study of the French immersion issue conducted by the former Carleton Board of Education's special services professionals (including psychologists, speech-language pathologists and educational consultants) back in the late 1980s. It was definitively concluded that the best approach to French-as-a-second-language education was the middle immersion model — i.e. at the Grade 4 level.

This model allows all children the opportunity to consolidate their early learning skills in their mother tongue before introducing a second language, and provides the necessary exposure to French before puberty, when vocal cords settle into their more adult-like state. It also encourages both parents and professionals to have an informed discussion about the range of options open to each child, based on actual knowledge of their academic and learning histories.

Despite the overwhelming empirical and professional support for this approach, the notion was rejected by the trustees at the time and never reached the public domain for consideration.

The notion that "French immersion is for all students," which continues to be the mandated "party line" for all Ottawa-Carleton District School Board employees, is one that grated on me when I worked within the system, and continues to do so to this day. There are many children for whom learning in their first language presents a major challenge, let alone adding the stress of a second, especially when they are struggling to consolidate their early academic skills. Children with developmental delays, language-based difficulties, auditory processing problems, and other well-defined special needs that place them at an immediate and clear risk for academic problems, cannot be arbitrarily sprinkled around the French immersion system in order to make the statistics look better.

Rather, there needs to be a comprehensive look at program delivery across the system. If money is to be spent to address the current issues, please don't spend it on yet another extensive and timeconsuming study to find out what we know already.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

[Autos](#) [Careers](#) [Classifieds](#) [Homes](#)

Mother claims cop punched cuffed teen

By DOUG HEMPSTEAD, OTTAWA SUN

Last Updated: November 29, 2010 9:10pm

A New Edinburgh mother said her 15-year-old son was punched in the face by an Ottawa police officer while already in handcuffs.

The woman, who doesn't want to be named for fear it might identify her son — whose case is currently before the courts — said her complaint comes after a May 28, 2010 incident when her son and three of his friends were spotted on Rockcliffe Park Public School property.

She said, around 10:30 p.m., Ottawa cop Thomas MacFadden arrived, in plain clothes and identified himself while her son was watching one of the other boys light a newspaper on fire.

Her son ran and was tackled by the officer, his arms pinned underneath him.

When he was unable to get his arms out, the officer allegedly began punching the teen in the head and throat — breaking his own hand in the process. The officer is also said to have received a split lip in the altercation.

"My son said to officer MacFadden 'you didn't have to hit me that many times did you?'" according to the woman.

She said that's when the officer punched her son in the face again.

None of this has been proven, but is currently under investigation by the Office of the Independent Police Review Director.

Her son faces six charges, four of which were laid after she delivered a letter of complaint to police. He was the only one of the boys charged.

She said the Crown has offered a deal that would see the charges withdrawn in exchange for community service — which she refused, claiming her son already takes part in two annual fundraisers.

doug.hempstead@sunmedia.ca

Copyright © 2010 Ottawa Sun All Rights Reserved